

Espagne – Elections législatives – 10 novembre 2019

José Cordon – Relations Internationales-Europe

	10 novembre 2019		28 avril 2019	
Partis politiques	%	Sièges	%	Sièges
Parti socialiste (PSOE)	28	120	28,7	123
Parti populaire (PP)	20,8	88	16,7	66
Unidas Podemos	12,8	35	14,31	42
Ciudadanos (C'S)	6,8	10	15,85	57
Vox (extrême droite)	15,1	52	10,25	24
Gauche républicaine de Catalogne (ERC)	3,6	13	3,90	15
Junts per Catalunya	2,2	8	1,91	7
Parti nationaliste basque (PNV)	1,5	7	1,52	6
EH-BILDU	1,15	5	1,0	4
Mas Pais + Compromis + EQUO)	1,35	3	-	-
Coalition Canaries	0,51	2		2
PAC MA	0,98	-		-

Participation : 69,87% (71,76%)

350 sièges étaient à pourvoir (majorité absolue 176 sièges)

Le Parti socialiste ne sort pas renforcé des élections. Avec 28 % des voix(28,7 % le 28 avril 2019) et 120 sièges (123), il a été perçu comme le principal responsable du blocage politique issu des élections d’ avril , notamment dans l’ électorat de gauche qui a pu lui reprocher en partie, de ne pas avoir pu conclure un accord avec Unidas podemos . De plus, c ’ était la quatrième fois qu’ on votait en quatre ans, ce qui a provoqué lassitude parmi les électeurs, notamment à gauche qui ont nourri l’ abstention.

Avec 20,8 % (à droite, le Parti populaire de Pablo Casado progresse 16,7 %) et 88 sièges contre 66. Alors qu' il s' était effondré en avril en obtenant le résultat le plus bas de son histoire, il n' atteint pas son objectif d' être en mesure de pouvoir représenter une alternative de gouvernement pouvant rassembler toute la droite y compris avec le soutien de l' extrême-droite de VOX.

La progression inquiétante de VOX est l' élément le plus inquiétant et préoccupant de la situation politique. Ce parti d' extrême-droite devient le troisième parti espagnol avec 15,1 % (10,25 %) et en doublant son nombre de sièges(52 contre 24). Parti néo-franquiste qui ne représentait que 0,4 % en 2015, il est progressivement monté en puissance notamment depuis cette année où il a été associé par le PP et Ciudadanos à la gouvernance de communautés autonomes comme l' Andalousie et à Madrid. Son programme violemment anti-féministe (rejet des lois pour en finir avec les violences faites contre les femmes) ; xénophobe (durcissement de la politique migratoire); anti-constitutionnel (demande de transfert à Madrid de toutes les compétences des communautés autonomes); interdiction des partis indépendantistes au moment où la situation politique en Catalogne reste extrêmement tendue ; en dit long sur la responsabilité de la droite de légitimer par ses propos et institutionnellement, de telles pratiques liberticides.

Ciudadanos, le parti ultralibéral né en Catalogne sur la base d' un discours nationaliste espagnol farouchement anti-indépendantiste, **s' effondre, notamment en Catalogne et en Andalousie. Avec 6,8 % (15,85 %) 10 sièges contre 57,** son fondateur Albert Rivera a démissionné et abandonne la vie politique. Une grande partie de l' électorat de Ciudadanos s' est reportée sur le PP et sur VOX.

Unidas Podemos, la coalition formée par Podemos, Izquierda Unida, En comu Podem ses confluences regionales continue à s' éroder après le très net recul d' avril 2019. Avec 12,8 % (14,31 %) et 35 sièges contre 42 ; UP souffre des divisions et de la fragmentation au sein de son espace politique, avec notamment la présence pour la première fois aux Cortes – avec 1,35 % et 3 sièges – de Mas Pais fondé par Iñigo Errejón, ex-numéro 2 de Podemos. Unidas Podemos perd un siège (IU) à Malaga et six autres sièges à Cadix, Huelva, Alicante, Las Palmas, Biscaye et Madrid. La coalition résiste mieux en Catalogne : un siège perdu à Barcelone et un gagné à Gérone ou en Galice avec une coalition régionale propre.

Les forces indépendantistes en Catalogne améliorent un peu leur résultat malgré leurs divisions en bénéficiant de l' effet du rejet massif dans l' opinion des conclusions du procès qui maintient en prison, avec de lourdes peines, les responsables politiques et associatifs indépendantistes. La gauche républicaine (ERC) reste le premier parti avec 13 sièges(-2), devant Junts Catalunya 8 sièges (+1) et les anticapitalistes de la CUP qui avec 2 sièges participent pour la première fois aux élections au Congrès.

Le Parti socialiste catalan prend la tête des partis constitutionnalistes en se maintenant juste derrière ERC, et en étant en tête dans villes de la banlieue ouvrière de Barcelone.

Au Pays Basque, le PNV (nationalistes) : 7 sièges contre 6 **et les indépendantistes de Bildu : 5 sièges contre 4, progressent.**

Il faut noter également, avec le maintien de **Coalicion des Canaries (2 sièges) et du PRC en cantabrie(1 siège)** ; l' entrée aux Cortes de petites formations nationalistes (**Bloc national galicien**) : 1 siège et d' expression locale d' une «l' Espagne vide » comme **Teruel existe** qui obtient un élu et 1 siège.

Les résultats des élections risquent de rendre encore plus complexe la formation d' un exécutif après un vote d' investiture qui permettrait au Parti socialiste de gouverner. Avec 158 sièges la coalition potentielle PSOE-UP-Mas Pais est loin des 176 sièges de la majorité absolue. Elle aurait besoin de l' apport de certaines formations nationalistes (non indépendantistes) et régionalistes pour ce rapprocher de ce seuil et en tout cas l' emporter dans un second tour ou c' est le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix qui l' emporte. Le PSOE compte aussi sur l' abstention de Ciudadanos. Toute grande coalition avec le PP (y compris son abstention) semble pour le moment exclue. Aucune majorité alternative à droite n' est possible, PP, VOX et C' s et Navarra Suma ne recueillant que 152 sièges.

Unidas Podemos continue « à tendre la main » au PSOE « pour négocier sur la base des articles sociaux inscrits dans la Constitution espagnole, un gouvernement de coalition où chacune des forces politiques soit représentée exclusivement en fonction des votes et du soutien électoral qu' elle a obtenu ». Alberto Garzon a également déclaré que IU était prête à « envisager d' autres hypothèses » en fonction des propositions que ferait le PSOE ; qui devraient aller – pour combattre efficacement l' extrême-droite – dans le sens de la défense de l' état providence, de la rupture avec le néo-libéralisme et les politiques d' austérité.

Le PSOE cultive encore le flou. Il est en échec dans sa volonté d' élargir son influence pour gouverner seul en affaiblissant en partie les partis sur sa gauche. Il n' a pas rien gagné de l' effondrement « au centre » de Ciudadanos. Il annonce qu' il ferme la porte à toute coalition avec le PP et qu' il veut éviter de compter avec le vote des partis indépendantistes. Il dit enfin vouloir privilégier encore la constitution d' un « gouvernement progressiste » en solitaire passant par un accord programmatique avec Unidas Podemos.